

**Accord-cadre à bon de commande pour l'entretien et la maintenance  
du parc de climatiseurs dans les administrations de l'État sur le  
territoire de Mayotte**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **NUMÉRO DE CONSULTATION**

**2025-004-SGC976-ENTRETIEN DES CLIMATISEURS**

### **PROCÉDURE DE PASSATION**

#### **APPEL D'OFFRES OUVERT**

**Conformément aux dispositions des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande  
publique**

## Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

**L'entretien et la maintenance du parc de climatiseurs dans les administrations de l'État sur le territoire de Mayotte**

## Article 2 – Décomposition des prestations

n°	Intitulé du lot
1	Préfecture de Mayotte
2	Secrétariat Général Commun (SGC)
3	DEETS (Direction de l'Économie, de l'Emploi du Travail et des Solidarités de Mayotte)
4	DEALM – sites DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte)
5	DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte)
6	DAC (Direction des Affaires Culturelles de Mayotte)
7	DOUANE

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

### Lieux d'exécution :

LOT	LIEUX D'EXECUTION
PRÉFECTURE	- Locaux préfecture Dzaoudzi - Locaux préfecture Mamoudzou
SGC	- Locaux préfecture Mamoudzou
DEETS	- DEETS Mahabou - DEETS Kaweni - DEETS Malamani
DEALM	- DEALM Mtsapere - DEALM Subdivision Kaweni - DEALM Parc Kaweni - DEALM CEI Dzoumogne - DEALM CEI Tsimkoura - DEALM CEI petite-terre - DEALM Affaires maritimes petite-terre - DEALM Affaires maritimes Longoni
DAAF	- DAAF Mamoudzou - DAAF Kaweni
DAC	- DAC Mamoudzou
DOUANE	- Douane Dzaoudzi - Douane Longoni

### **Article 3 – Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre prend effet à sa notification pour une durée initiale de 1 année à compter de la date d'émission du premier bon de commande. Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 1 année.

Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à la reconduction par renonciation expresse faite deux mois avant l'échéance du contrat par l'envoi d'un préavis au titulaire du marché via la plateforme ou par mail.

Le titulaire ne peut s'opposer à la renonciation définie ci-avant.

### **Article 4 – Délai d'exécution des prestations**

Les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement.

### **Article 5 – Documents contractuels**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG -FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique

### **Article 6 – Type de prix**

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

### **Article 7 – Modalités de variation du prix**

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées après ajustement par référence au tarif ou catalogue public du fournisseur que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

#### **Périodicité de la révision**

Les prix sont révisibles à chaque reconduction de l'accord-cadre. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Les prix unitaires du BPU peuvent être révisés annuellement à la date d'anniversaire de la notification par application de la formule suivante :

$$PR = PI ( 0,15 + ( 0,85 \times BT50 \text{ révisé} / BT50 \text{ initial} ) )$$

PR = Prix révisé

PI = Prix Initial

BT50 = Index de référence « Rénovation – entretien tout corps d'état » par l'INSEE

le mois « n » retenu pour chaque révision est le mois qui précède celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

### **Article 8 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre**

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date à laquelle l'offre a été remise par le titulaire, conformément au CCAG.  
Ce mois est appelé mois zéro (M0).

## Article 9 – Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix sont réputés comprendre toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services telles que définies dans le CCP. Ils sont établis en considérant comme incluses, outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS (charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations), les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

Les prix comprennent les frais de déplacement nécessaires à la réalisation des prestations. Il est de la responsabilité du candidat d'établir ses propositions pour que les prix indiqués intègrent les difficultés d'exécution, les caractéristiques des matériels et les impératifs imposés par le pouvoir adjudicateur. Les candidats doivent, pour cela, avoir estimé eux-mêmes l'ensemble des quantités et conditions d'exécution nécessaires à la parfaite exécution des prestations attendues.

## Article 10 - Clause de préavis

Il appartient au titulaire d'adresser au SGC à l'adresse [sgc-achat@mayotte.gouv.fr](mailto:sgc-achat@mayotte.gouv.fr) ses nouveaux prix en respectant un préavis de deux (2) mois avant leur entrée en application. Le pôle commande publique valide les prix dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception et en informe le titulaire.

En l'absence de nouveaux prix ou dans l'hypothèse où ils seraient communiqués en dehors du préavis indiqué, le titulaire est informé que les prix qui seront appliqués sont les prix précédemment en vigueur. Aucun nouveau prix ne sera appliqué sans validation préalable de la Préfecture de Mayotte.

## Article 11 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec des montants maximum comme indiqués sur le tableau ci-dessous sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande.

## Article 12 – Montant de l'Accord-cadre

LOT	<i>Montant maximum sur la durée totale du marché ( sur 4 ans)</i>	<i>Montant minimum</i>
1 PRÉFECTURE	360 000 euro HT	Sans montant minimum
2 SGC	160 000 euro HT	Sans montant minimum
3 DEETS	160 000 euro HT	Sans montant minimum
4 DEALM-TOUS LES SITES DEAL	360 000 euro HT	Sans montant minimum
5 DAAF	360 000 euro HT	Sans montant minimum
6 DAC	160 000 euro HT	Sans montant minimum
7 DOUANE	100 000 euro HT	Sans montant minimum

## Article 13 – bons de commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de 24 h à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitances, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, la durée d'exécution du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Ce dernier ne doit pas avoir pour objet de proroger de manière excessive la durée initiale de l'accord cadre.

## Article 14 – Clause de réexamen

*Intégration de services bénéficiaires en cours d'exécution de contrat*

Le SGC, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commande, pourra solliciter, en application de la clause de réexamen prévue à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, l'intégration de services de l'Etat implantés à Mayotte qui n'ont pas été identifiés comme parties bénéficiaires du groupement de commande. Cette modification deviendra applicable après que le titulaire en ait été préalablement informé par décision dûment notifiée au titulaire par le Pouvoir adjudicateur. La décision indiquera le ou les lots impactés, ainsi que le ou les établissements concernés et les quantités estimées.

## Article 15 – Suivi des interventions

Le suivi des interventions sera assuré par le bureau de gestion immobilière et construction du SILOG-SGC Mayotte : contact mail : [commandes-silog@mayotte.gouv.fr](mailto:commandes-silog@mayotte.gouv.fr)

## Article 16 – Obligations du titulaire

Pendant toute la durée de son marché, le titulaire est responsable, sans aucune restriction, des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'entretien. Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité (accidents, incendie, explosion, vols, dégâts des eaux, impact environnemental...) découlant de l'entretien qui lui est confié. Les conséquences de ces dommages seront à la charge du titulaire.

## Article 17 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Pendant toute la durée du marché, le pouvoir adjudicateur permet au titulaire l'accès aux locaux et aux installations.

## Article 18 – Opérations de vérification

les vérifications seront effectuées au moment même de l'exécution de service ou de la livraison des matériaux remplacés dans les conditions prévues à l'article 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Une vérification d'aptitude sera effectuée sur les prestations exécutées, celle-ci aura pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées sont conformes au cahier des charges.

À l'issu de cette vérification, le pouvoir adjudicateur pourra prendre une décision d'ajournement de réfaction ou de rejet des prestations. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service

régulier qui a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La personne chargée des vérifications sera indiquée sur le bon de commande.

## **Article 19 – Admission, ajournement, réfaction et rejet**

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

La personne chargée de l'admission des prestations sera indiquée sur le bon de commande ( ce sera la même personne que pour les vérifications).

Admission :

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Ajournement :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 72 heures par dérogation à l'article 30.2.1.

Réfaction :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-GCS, si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 72 heures suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de cinq jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Par dérogation à l'article 30.4.3 Le titulaire dispose d'un délai de 72 heures à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

## **Article 21 – Sous-traitance des prestations**

la sous-traitance est soumise aux dispositions des articles L 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

## **Article 22 – Modalités de paiement**

Les prestations sont réglées par des paiements partiels définitifs et un solde.

Les versements des paiements partiels définitifs sont effectués à réception de chaque facture relative à un bon de commande exécuté.

## **Article 23 – Forme des demandes de paiements**

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Elle mentionne aussi le détail des prix unitaires.

La demande de paiement doit respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la prestation de service, l'étendue de la prestation, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

## **Article 24 – Dématérialisation des paiements**

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme [chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr).

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus**

Identifiant de la structure publique : considérant l'allotissement géographique du présent marché, la structure publique mentionnée sur la facture doit correspondre à l'unité opérationnelle pour laquelle le prestataire est intervenu.

Références ou numéro de l'engagement juridique : numéro de marché fourni à la notification du marché et le numéro du bon de commande

Instructions pour l'enregistrement de la facture : Dans Factures Émises, puis Dépôt factures, enregistrer votre facture au format PDF. Sélectionner le cadre de facturation correspondant à votre situation, puis confirmer votre envoi après avoir vérifié le destinataire

### **Mentions obligatoires des factures électroniques :**

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

## **Article 25 – Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

## **Article 26 – Monnaie de compte de l'accord-cadre**

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes.

## **Article 27 – Délai de paiement**

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Sous réserve des dispositions prévues aux articles R. 2192-13, R. 2192-17 et R. 2192-18, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.  
Ce délai court à compter du service fait et non de la réception de la facture.

## **Article 28 – Bilan annuel d'activité**

A la fin de chaque année, le titulaire établira un bilan annuel d'activité mentionnant les récapitulatifs des incidents survenus dans l'année écoulée pour tous types d'intervention.

Ce rapport doit mentionner :

- l'inventaire mis à jour du matériel installé ;
- le bilan des interventions indiquant le nombre d'interventions effectuées, le nombre de pannes et de dépannages ;
- la date, la durée et la nature des interventions ;
- la date et la nature des travaux effectués au cours des visites d'entretien, et dans le cadre de prestations de maintenance, les informations générales relatives à la sécurité, aux dégradations éventuelles
- pour chaque appareil, l'état des installations et les propositions d'amélioration.

## **Article 29 – Avance**

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions prévues au présent marché.

Le présent accord cadre ne prévoit pas de montant minimum, l'avance sera donc accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ et dont l'exécution excédera le délai de 2 mois.

Cette avance est égale à 5 % du montant du bon de commande. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du bon de commande diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance ou à défaut de la date de notification du contrat.

### ***Remboursement de l'avance***

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint ou dépasse 65% du montant de ces prestations.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises des prestations en cause.

### ***Avance du sous-traitant***

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.



## Article 30 – Garantie technique

La garantie des prestations débute à la date de certification de la facture correspondant aux travaux.  
**Une garantie de deux (2) an pièces, fluides, main d'œuvre et déplacement** couvre les réparations et les remplacements de matériels de climatisation posés.

## Article 31 – Assurance décennale

Si l'intervention du prestataire concerne un remplacement, que ce remplacement implique une atteinte trop conséquente à l'ouvrage, notamment lorsqu'il nécessite d'intervenir sur le système de climatisation de manière significative, alors celle-ci peut relever de la garantie décennale, dès lors qu'il est susceptible d'affecter la solidité de l'ouvrage ou le rend impropre à sa destination.

## Article 32 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans les délais qui lui seront accordés.

## Article 33 – Règles générales d'application des pénalités

### Article 33.1 Modalités de retenue des pénalités

Les pénalités constituent un élément du décompte général du marché qui ne peut pas être isolé du solde.

## Article 34 – Pénalités

Par dérogation au CCAG-FCS :

pénalité sur les délais d'intervention en cas de non-respect des 24h prévu pour la réalisation de l'expertise (diagnostic), cité dans l'acte d'engagement.	100€ / jour de retard
pénalité sur les délais d'intervention en cas de non-respect des délais de 48h jours ouvrés prévu pour La mise en service des appareils, cité dans l'acte d'engagement.	100€ / jour de retard
pénalité pour retard dans la transmission de la fiche d'intervention	100 € / jour de retard
Pénalité pour retard de livraison des appareils de remplacement	250€ / jour de retard
Pénalité de retard dans l'exécution des prestations	200€ / jour de retard

## Article 35 – Résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG-FCS sur la résiliation.

### **Article 35.1 – Cas de résiliations prévus par le Code de la commande publique**

Pour rappel, conformément au code de la commande publique, en complément des cas de résiliation prévus par le CCAG, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre :

- Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique.
- Lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique.
- Lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.

### **Article 35.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée de l'accord-cadre est de 5 %.

### **Article 36 – Exécution aux frais et risques du titulaire**

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

### **Article 37 – Attribution de compétence**

Le Tribunal Administratif de Mamoudzou est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

### **Article 38 – Clause sociale**

Dans le cadre de ce marché, le pouvoir adjudicateur tient fortement à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes de 16 à 25 ans. Ainsi, un critère social sera prise en compte dans l'attribution de ce marché.

Cette clause sera exécutée de la façon suivante :

- Soit le soumissionnaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire. Il s'agit des jeunes entre 16 et 25 ans suivis par la mission locale de Mayotte. Cette action de remobilisation est suivie par la Mission locale de Mayotte. Pour cette option, le volume horaire minimal est de 880 heures par année, soit 3 520 h pour la durée du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume fixé.
- Soit le soumissionnaire s'engage à recourir à un ou plusieurs jeunes de moins de 26 ans demandeurs d'emploi de longue durée pour la durée totale du marché.

#### **Mise en œuvre du dispositif**

Au titre de cette clause, une convention de stage est conclue entre le titulaire du marché, la mission locale et le(s) jeune(s) ou son représentant.

L'entreprise reçoit le(s) jeune(s) dans ses locaux, en immersion complète, et l'/les accompagne dans les tâches qui lui/leur sont confiées.

Aussi, les deux premières parties signataires de la convention, à savoir l'entreprise et la mission locale, désignent chacune un interlocuteur ou un référent privilégié qui sont en relation directe et sont chargés du suivi du/des jeunes.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un bilan réalisé par le référent de l'entreprise.

Lorsque le soumissionnaire décide de recourir à des jeunes de moins de 26 ans demandeurs d'emploi de longue durée, l'exécution de cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une embauche directe en CDD ou CDI au sein de la société ou par la mise à disposition du jeune auprès d'un autre opérateur économique partenaire.

## **Article 39 – Clause environnementale**

Le titulaire est responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il est chargé de la collecte, du transport, de l'entreposage, du tri et de l'évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire a également l'obligation de produire, sur demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité des déchets.

Les diagnostics du titulaire prennent en compte les aspects techniques, environnementaux (performance énergétique, allongement de la durée de vie des équipements...), financiers, sécuritaires et réglementaires de maintenance (juridiques) en adéquation avec les besoins.

Le titulaire est tenu de conseiller le pouvoir adjudicateur lorsque des travaux de maintenance pourraient permettre une meilleure performance énergétique des appareils. Le potentiel gain énergétique est estimé et communiqué au bénéficiaire.

Le titulaire doit privilégier des matériaux qui réduisent l'impact environnemental.

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement,

notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit etc.,.

## **Article 40 – Dérogations**

L'article 19 - Admission, ajournement, réfaction et rejet Article 30.2.1 du CCAG-FCS

L'article 19 - Admission, ajournement, réfaction et rejet Article 30.3 du CCAG-FCS

L'article 19 - Admission, ajournement, réfaction et rejet Article 30.4.3 du CCAG-FCS

L'article 34 – Pénalités déroge aux articles 14.1.1 et suivants du CCAG-FCS